Distribution limitée

WHC-2000/CONF.202/INF.11 (SPE)

Paris, le 18 septembre 2000

Original : anglais/français

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

**CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE
MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL**

BUREAU DU COMITE DU PATRIMOINE MONDIAL

Session Spéciale

Budapest, Hongrie

2 - 4 octobre 2000

**Examen par l'ICCROM du rapport d'assistance internationale C3E
(*“Evaluation of International Assistance in the Framework of the Convention
concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage”* –
WHC2000/CONF.202/13) visant à formuler des recommandations au Comité du
patrimoine mondial pour améliorer les dispositions régissant l'Assistance
internationale**

Examen par l'ICCROM du rapport d'assistance internationale C3E
("Evaluation of International Assistance in the Framework of the Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage" – WHC2000/CONF.202/13) visant à formuler des recommandations au Comité du patrimoine mondial pour améliorer les dispositions régissant l'Assistance internationale

A. Introduction

En décembre 1999, le Comité du patrimoine mondial a approuvé l'affectation d'une somme de 40000 dollars à l'emploi de consultants externes pour l'évaluation de l'assistance internationale fournie par le Comité, à la suite d'une décision du Comité en décembre 1998. Cette affectation répondait à la recommandation d'un réviseur des comptes en 1997 sur la nécessité pour le Centre d'organiser une évaluation externe de la pertinence et de l'impact de l'assistance internationale fournie par le Comité.

A la suite de l'approbation de ces fonds par le Comité en décembre 1999 à Marrakech, le consultant désigné, le Centre européen d'expertise en évaluation (C3E), a été présenté au Comité. Pendant la période des réunions du Comité à Marrakech, CE3 organisa avec les Organes consultatifs un petit-déjeuner de travail au cours duquel furent étudiés le mandat du groupe et la démarche du consultant. Ce fut là le seul contact avec les Organes consultatifs avant que les consultants ne présentent leurs conclusions préliminaires lors d'une réunion à l'UNESCO le 14 avril 2000. La version finale du rapport C3E a été remise au Centre le 15 mai 2000.

L'ICCROM a examiné le rapport C3E pendant la période allant du 30 mai au 14 juin 2000, et est parvenu à un certain nombre de conclusions concernant son utilité, ainsi qu'à certaines réflexions sur les améliorations nécessaires à la gestion de l'assistance internationale. L'ICCROM n'a eu aucune possibilité à ce jour de présenter ces conclusions en détail au Comité. Toutefois, puisque le document C3E fait partie des documents de travail de la session spéciale du Bureau à Budapest, du 2 au 4 octobre 2000, l'ICCROM croit opportun de partager ces réflexions à l'avance, avant la session spéciale.

B. Commentaires sur le rapport C3E

L'ICCROM considère que, pour plausibles que soient certaines des conclusions et recommandations du rapport C3E, celui-ci se fonde sur les conclusions d'une recherche qui n'est pas suffisamment approfondie pour fournir au Comité une base appropriée d'étude et de modification possible de ses programmes d'assistance internationale.

Des points faibles véritablement critiques peuvent être observés dans une série de domaines :

- **Défaillances méthodologiques.** En ne séparant pas l'analyse d'efficacité¹ de l'analyse de rentabilité², en ne vérifiant ou ne citant pas la source de nombre de

¹ ndt: "efficiency"

ses conclusions, en ne révélant pas les limites de fiabilité de ses résultats, en basant ses conclusions sur un échantillon statistiquement insignifiant d'études de cas, etc. les conclusions C3E ne fournissent pas de base significative d'analyse.

- **Consultation limitée.** En dépit de la large participation des Organes consultatifs à l'examen de l'assistance internationale, l'apport de l'Organe consultatif à l'étude, a été négligeable. L'ICCROM, en dépit de sa participation à l'évaluation de toutes les demandes de formation en matière de patrimoine culturel, et de son élaboration d'une Stratégie globale de formation pour le Comité, n'a été consulté qu'une fois, pendant le petit-déjeuner initial au Maroc.
- **Objet de l'analyse.** Pour être significative, une étude sur l'assistance internationale ayant trait au Patrimoine mondial doit nécessairement examiner en priorité la mesure dans laquelle les dépenses ont eu un impact, positif ou négatif, sur les valeurs patrimoniales particulières pour lesquelles le site a été inscrit sur la Liste du Patrimoine mondial. Or une telle analyse ne fait pas partie de cette étude.

Une analyse plus détaillée du point de vue de l'ICCROM des points relatifs aux limites du rapport C3E se trouve en annexe à ce document.

C. Suggestions d'amélioration des dispositions du Comité en matière d'Assistance internationale

Sur la base de sa longue expérience en fait d'examen de demandes d'assistance en matière de formation, de sa participation à l'analyse de l'assistance relative à la formation sur mandat du Comité en déc. 1999, ainsi que de sa participation à d'autres formes d'assistance internationale (ayant analysé plus de 70 demandes d'assistance internationale ces deux dernières années), l'ICCROM a un certain nombre de suggestions à formuler concernant l'amélioration du système d'assistance internationale.

L'ICCROM a regroupé ainsi ces recommandations :

1. améliorations du cadre (atteindre efficacement les objectifs)
2. améliorations des procédures (efficacité; rendement)
3. coopération entre Organes consultatifs, Centre du PM, Etats parties (condition nécessaire à l'amélioration du système)

1. Améliorations du cadre (atteindre efficacement les objectifs)

Observations

- L'expérience en fait de vérification est insuffisante pour élaborer des mécanismes d'évaluation qui associent de façon équilibrée le souci de bénéfices pour les sites individuels à l'impact sur les efforts du Comité pour atteindre ses buts stratégiques.

² ndt: "effectiveness"

- Les catégories d'assistance internationale définies dans les Orientations devant guider la mise en œuvre ne sont pas forcément utiles pour le travail du Comité. Les distinctions entre les catégories ne sont pas claires. En cas de manque de fonds disponibles dans une certaine catégorie, il arrive souvent que les mêmes demandes soient re-conditionnées pour les faire correspondre à une autre catégorie, afin d'accroître leurs chances de bénéficier d'un soutien financier. Maintenir le nombre élevé de catégories d'assistance internationale (d'autres organisations internationales reconnaissant en général un nombre moindre de catégories d'assistance, pour une majeure flexibilité), a entraîné des distorsions du processus d'application et de révision. En même temps, la démarche actuelle conduit souvent à une sous-dépense dans certaines catégories, alors même que des Etats parties se voient refuser un financement dans d'autres catégories (la formation par exemple, qui est de plus en plus sur-utilisée).
- Le système d'assistance internationale tout entier est basé sur une approche passive, en réponse à des demandes, de l'affectation des fonds. Les Etats parties doivent prendre l'initiative de proposition des demandes qui sont alors évaluées par le Centre et les Organes consultatifs en fonction de critères parfois implicites, parfois explicites. Cette approche ne tient pas compte de la nature variable des demandes qui peuvent être faites – celles qui répondent à des besoins physiques spécifiques on sites par exemple, et celles qui visent à l'amélioration des conditions de la conservation, par exemple, grâce à la formation. La capacité de répondre aux demandes venant des Etats parties sera toujours nécessaire en cas d'intervention ou d'assistance d'urgence. En même temps, au fur et à mesure de l'accroissement de la demande de fonds, une évolution vers une approche active est nécessaire dans les domaines tels que la formation, pour augmenter l'efficacité de dépense des fonds disponibles ainsi que les synergies entre les financements disponibles.
- Sans vouloir entreprendre une analyse détaillée des demandes, on peut relever que leur dimension moyenne a crû depuis plusieurs années à une cadence plus élevée que celle de l'augmentation du budget global. Il nous est arrivé de voir, dans un nombre de cas limité, des soumissions de projet qui excèdent 100.000 dollars. Etant donné le principe que les fonds du Comité doivent avoir un effet de catalyse, il semble que cette tendance, si elle devait continuer, limiterait le nombre de projets et sites que le Comité peut espérer assister par an.
- Le rapport de l'ICCROM sur l'activité d'assistance à la formation, préparé au printemps 2000, montre à quel point le suivi de l'évaluation de projet fait défaut dans la planification de projets futurs. Maintenant que plus d'un millier de projets d'assistance ont été entrepris, le manque de mécanisme systématique pour tirer des projets d'assistance un enseignement que le Comité puisse utiliser dans la planification reste un handicap sérieux.
- Le rapport de l'ICCROM sur l'activité d'assistance à la formation a relevé également la difficulté d'effectuer une recherche sur le traitement des demandes d'assistance avant 1992, quand fut créé le Centre du patrimoine mondial. Faute de donner la priorité à la recherche de ces données actuellement inaccessibles, notre

capacité d'analyser la configuration et l'efficacité de la dépense au titre de l'assistance internationale et ses conséquences demeurera sérieusement altérée.

- Aucune uniformité de traitement des demandes d'organisme consultatif n'est prévue dans le budget du Comité. Toutes les demandes de l'ICCROM – de soutien de projet, ou de soutien de services et de voyage - sont inscrites au Chapitre Trois du budget de mise en œuvre technique de la Convention (qui comprend plusieurs formes d'assistance internationale), tandis que les coûts de gestion de la formation de l'UICN sont inscrits au Chapitre Deux (Établissement de la Liste du patrimoine mondial). Cette distinction n'est pas seulement une question de tradition; en affectant ses coûts au Chapitre Deux, l'UICN est assuré que tous les fonds destinés au patrimoine naturel aillent aux projets, tandis que l'affectation des projets et du soutien de l'ICCROM au Chapitre Deux réduit le financement à la disposition des Etats parties au titre de leurs projets de formation en matière de patrimoine culturel.

Améliorations recommandées

L'ICCROM recommande que le Comité et le Centre encouragent ou entreprennent les actions suivantes:

- S'efforcer d'intégrer l'attribution de l'aide internationale dans le cadre d'un schéma à long terme d'entretien du site, en ce qui concerne notamment la gestion au moment de l'inscription, le monitoring et les rapports successifs à l'inscription ainsi qu'un suivi clair des précédentes allocations d'aide financière.
- S'efforcer de faire en sorte que l'allocation d'assistance internationale reflète les priorités stratégiques du Comité, par exemple le renforcement du soutien aux pays les moins développés etc. Les priorités stratégiques changent avec le temps et il appartiendra au Comité d'en décider, et d'en vérifier la révision et la mise à jour le cas échéant. Il semble important de s'attacher au processus par lequel ces priorités sont établies, et à celui par lequel elles sont liées à, ou traduites en une planification de l'assistance internationale.
- Réduire les catégories d'assistance internationale à trois, comme dans la plupart des organisations internationales :
 - *Assistance technique*, pour répondre à des demandes d'Etats parties propres à un site spécifique;
 - *Formation, éducation et promotion*, en réponse en partie aux demandes de fonds des Etats parties mais aussi en encourageant activement et en soutenant des initiatives régionales particulièrement liées aux priorités stratégiques.
 - *Assistance d'urgence*, disponible à la demande des Etats parties.

Il convient de souligner que, dans l'optique de cette révision, l'assistance préparatoire resterait disponible pour la préparation par les Etats parties de listes indicatives et de propositions d'inscriptions dans le cadre de la première catégorie d'*Assistance technique* répondant aux demandes spécifiques à un site. L'assistance préparatoire a un rôle vital. Elle aide les pays les moins développés à jouer un rôle actif dans le cadre de la Convention; c'est un élément essentiel de la Stratégie globale. Elle est trop souvent mise à contribution. En visant à ce que la catégorie Assistance technique s'adresse à toutes les phases de vie du site, on pourrait

trouver un équilibre meilleur entre les besoins préparatoires et ceux successifs à l'inscription. L'assistance préparatoire, plutôt qu'une catégorie en soi, pourrait d'ailleurs devenir une première étape possible au sein des deux catégories mentionnées plus haut afin de créer les conditions nécessaires à l'aide à la formation ou l'assistance d'urgence.

Une fois les catégories simplifiées, il serait temps d'établir les conditions d'éligibilité, délais, critères de jugement etc., à appliquer systématiquement dans toutes les catégories d'assistance internationale, pour dépasser le mélange confus actuel de conditions et de normes. La création de critères d'éligibilité et d'évaluation précis entraînera également une majeure transparence des décisions, par conséquent un système plus sérieux et fiable.

- Elaborer des directives limitant la quantité d'affectations en circonstances particulières, et encourageant au maximum l'utilisation des fonds du PM disponibles pour catalyser d'autres aides.
- Etablir des mécanismes garantissant que l'évaluation et le suivi des projets aient lieu et que les leçons disponibles soient incorporées dans le processus de planification et de révision du Comité, sans oublier le système de rapports.
- Soutenir un projet de recueil de données, rapide et global permettant l'accès aux résultats de tous les projets d'assistance internationale précédents.
- Faire en sorte que tous les partenaires du système participent aux obligations prévues dans les Orientations. Ceci s'applique en particulier au respect des délais de soumission des demandes.
- Affecter les coûts relatifs aux services de soutien de l'Organe consultatif pour la formation et autres activités successives à l'inscription au Chapitre Un du budget (Mise en œuvre de la Convention), ou à un nouveau chapitre ou sous-chapitre consacré aux activités post-inscription conduites par les Organes consultatifs en collaboration avec le Centre, plutôt qu'à l'Assistance internationale. .

2. Améliorations procédurales (efficacité de l'investissement)

Observations

L'ICCROM a attiré l'attention de la Task Force créée par le Comité en déc. 1999 sur les problèmes suivants concernant la gestion des demandes d'assistance à la formation:

- Il n'y a pas de fondement logique à l'attribution par le Centre du Patrimoine mondial des demandes d'assistance internationale aux Organes consultatifs pour examen et commentaire. Alors que la décision de décembre 1996 du Comité fait de l'ICCROM le "partenaire prioritaire pour la formation" pour le patrimoine culturel, et impose que toutes les demandes d'assistance concernant la formation soient envoyées à l'ICCROM pour examen, chaque année des demandes de formation parviennent au Comité sans être transmises à l'ICCROM. Pour les

autres catégories d'assistance internationale, la situation est moins claire; tandis que normalement des demandes sont transmises à un ou plusieurs Organes consultatifs, il n'existe aucune politique qui indique comment déléguer l'évaluation ni même qu'elle doit être attribuée.

- Les procédures et critères utilisés par le Centre pour inviter des experts internationaux à participer à des missions ou à assurer le suivi des évaluations ne sont ni clairs ni appliqués systématiquement. Du point de vue de l'ICCROM, on perd souvent la possibilité de faire appel à la personne la plus qualifiée faute d'avoir recours au réseau d'experts disponible auprès de l'ICOMOS, de l'ICCROM et de l'UICN.
- Il n'existe aucune norme adoptée officiellement pour le traitement de ces demandes par les Organes consultatifs; les critères officiels d'examen utilisés par le Centre et les Organes consultatifs n'ont pas été adoptés par le Comité, et ne sont pas explicitement communs à tous les intervenants. Par conséquent, le Centre éprouve des difficultés à traiter les demandes de manière homogène.
- Les délais prévus par les Orientations au sujet des demandes d'assistance internationale sont souvent ignorés par les Etats parties et le Centre, qui passent toutes les demandes d'études des demandes aux Organes consultatifs sans en tenir compte. En pratique, les demandes tardives limitent la capacité des Organes consultatifs ou du Centre à assister les Etats Parties à préciser leurs demandes, et forcent les Organes consultatifs à répondre par "oui" ou "non" sans réflexion suffisante, ou bien sans possibilité d'explicitement certaines questions avec les Etats parties.
- Les critères prévus par les Orientations pour le suivi et l'évaluation des activités d'assistance ayant trait à la formation sont ignorés plus souvent qu'à leur tour par les Etats parties. Il y a là aussi des retombées pratiques: sans évaluation a posteriori d'une activité, il est difficile de faire en sorte que la seconde génération et les suivantes puissent effectivement bénéficier des leçons de la première fois. De même, sans engagement ferme de tous les intervenants en faveur d'une évaluation du suivi, il est difficile de vérifier la rentabilité des activités soutenues.

Améliorations recommandées

- En mars 1999, l'ICCROM a élaboré une série de *Procédures d'examen des demandes d'Assistance internationale (pour le patrimoine culturel)*. Elles ont été développées en concertation avec l'ICOMOS et présentées aux réunions entre Organes consultatifs et Centre du PM mais sans accord de transmission au Comité pour examen. Ces Procédures, visant à améliorer la situation de la conservation des sites du Patrimoine mondial par le moyen de l'Assistance internationale, étaient annexées au rapport sur la stratégie globale de formation présenté par l'ICCROM à la session du Bureau de juillet 2000. Il est important d'obtenir rapidement le consentement de tous les intervenants dans la gestion du système sur l'adoption de ces dispositions, ou bien de dispositions alternatives..

3. Coopération entre Organes consultatifs, Centre du PM, Etats parties (nécessaire pour l'amélioration du système)

Observations

Un certain nombre de domaines requièrent une amélioration de la coopération entre Organes consultatifs, Centre du patrimoine mondial et Etats parties.

- L'ICCROM a relevé que l'une des difficultés d'amélioration de la coopération entre le personnel du Centre et les Organes consultatifs provient de l'interprétation - variable - de leurs rôles et mandats respectifs. Quelques membres du personnel du Centre interprètent à la lettre le rôle du Centre comme celui de Secrétariat du Comité et limitent leur action à la facilitation des décisions prises par le Comité. D'autres sont plus actifs et encouragent les Etats parties à prendre l'initiative d'activités aidant à remplir les buts stratégiques du Comité. D'autres encore ont une orientation par projet et travaillent avec Etats parties et partenaires financiers au développement de projets du centre du patrimoine mondial. Ces différentes approches font qu'il est difficile pour les Organes consultatifs de définir des formes homogènes de coopération avec le personnel du Centre.
- Un deuxième type de problèmes vient du changement de dynamique en matière de traitement de l'Assistance internationale. Puisque le Comité évolue vers une démarche plus "pro-active" de formulation d'assistance internationale, il est inévitable que la participation du personnel du Centre et des Organes consultatifs à la préparation des demandes individuelles augmente. Il est important de garantir à cette participation le maximum de transparence si le Comité veut pouvoir évaluer de façon adéquate les demandes qui correspondent à ses priorités stratégiques, et définir de nouveaux mécanismes de coopération pour la gestion des demandes afin de garantir le niveau de transparence nécessaire.
- L'ICCROM a observé que l'on perd souvent la possibilité d'utiliser pleinement les compétences des Organes consultatifs pour vérifier les besoins indiqués dans les demandes. L'ICCROM pense qu'il est extrêmement profitable pour le Comité de profiter de l'expérience acquise par les Organes consultatifs et leurs réseaux en ayant régulièrement recours à leurs services, aux termes de l'Article 14.2 de la Convention.

Améliorations recommandées

- L'ICCROM considère qu'il serait utile d'encourager le Centre à revoir son approche en concertation avec les Organes consultatifs et à adopter explicitement, dans ses rapports avec les Organes consultatifs pour la mise en œuvre de la Convention du Patrimoine mondial, des directives précises concernant les rôles, responsabilités et procédures; celles-ci devraient être placées dans les Orientations.
- Il serait utile également d'adopter des mécanismes qui assurent à l'Etat partie l'entière "propriété" des propositions faites en son nom.

D. Recommandations pour l'évaluation future de l'assistance internationale

L'ICCROM croit fermement, en accord avec l'opinion du Comité à ce jour, que le Comité doit procéder périodiquement à une évaluation externe indépendante de l'efficacité de l'Assistance internationale dans le futur. L'ICCROM considère que la meilleure façon de le réaliser soit de :

- Faire intervenir les consultants externes pour faciliter l'analyse (plutôt qu'en qualité d'analystes) de la part des intervenants actuels du système, pour faire en sorte que toutes les expériences et les idées, en particulier celles du personnel du Centre et des Organes consultatifs, soient pris en compte dans la discussion.
- Faire en sorte que l'évaluation comprenne des mesures de l'impact de l'Assistance internationale sur les valeurs universelles exceptionnelles pour lesquelles les sites ont été inscrits sur la Liste du Patrimoine mondial.
- Utiliser cette évaluation périodique dans le processus de planification stratégique à long terme du Comité, et en intégrer les conclusions à des initiatives parallèles comme le système de rapport périodique

Annexe: Opinions de l'ICCROM concernant les points faibles du rapport C3E

Les opinions de l'ICCROM sur les lacunes du rapport sont basées sur un certain nombre de préoccupations :

- Il n'y a eu aucune consultation substantielle des Organes consultatifs qui participent pourtant étroitement à l'évaluation de toutes les demandes d'assistance internationale. L'ICCROM n'a eu aucun contact avec les consultants après le petit déjeuner initial au Maroc.
- A cause peut-être du manque de contact significatif avec les Organes consultatifs pendant la préparation du rapport, il n'a pas été possible pour les consultants de suivre véritablement le cheminement de la demande depuis le début, au niveau des Etats parties, en passant par l'évaluation effectuée par le Centre et les Organes consultatifs, jusqu'à la décision par l'organisme qui en est chargé, la mise en œuvre et l'évaluation. C'est pourquoi aucune des difficultés ou questions opérationnelles relatives à la gestion de l'assistance internationale, comme la gestion des informations, le suivi, les critères d'examen des demandes etc. n'est examinée. Les consultants par exemple, ne semblent connaître ni les critères utilisés par l'ICCROM pour l'étude des demandes de formation, ni les propositions de procédures pour une meilleure gestion des demandes d'assistance internationale élaborées par l'ICCROM et l'ICOMOS.
- De même, faute de consultation adéquate, des opinions sans substance (déjà réfutées en détail par les Organes consultatifs ces dernières années), par exemple, l'inquiétude au sujet des Organes consultatifs agissant en tant que "juge et partie" du système, sont ici présentées comme des faits.

- Une fois de plus, en raison peut-être du contact limité avec les Organes consultatifs, les recommandations finales du rapport orientent les changements nécessaires vers le Centre et le Comité, et ne mentionne les Organes consultatifs qu'en deux endroits mineurs. Actuellement, les Organes consultatifs jouent un rôle majeur en évaluant des demandes et en guidant l'analyse stratégique de l'impact des dépenses. Le rôle mineur identifié dans les recommandations pour les organismes consultatifs implique un changement important des pratiques en vigueur, sans qu'aucune justification de ce changement ne soit présentée.
- L'analyse ne reconnaît pas les détails particuliers des rôles et des rapports dans le système du Comité ainsi que ceux-ci ont évolué avec le temps. La présentation des activités et des objectifs distincts des trois Organes consultatifs est brouillée. ICOMOS et ICCROM (et UICN) sont présentés comme s'ils avaient des rôles identiques dans bien des cas.
- Le rapport manque d'une méthodologie claire et inattaquable de recherches.
- D'une façon générale, une analyse technique de ce type exige des consultants qu'ils séparent clairement la collecte de données de leur analyse et qu'ils s'assurent, le cas échéant, en citant un avis d'en indiquer l'auteur ou de spécifier qu'il s'agit d'une opinion. A plusieurs reprises, une rumeur est présentée comme fait, et jamais on ne trouve dans le texte la source des faits ou la référence des opinions citées. Tandis que le rapport inclut une bibliographie et une liste de sources, aucun des documents clés de l'ICCROM relatifs à cette discussion n'est présenté, y compris le document sur la Stratégie globale de formation fourni au Comité à Marrakech en décembre 1999, comme document d'information.
- Par ailleurs, les limites de l'enquête ne sont pas établies clairement. Il y a beaucoup de limites implicites mais sans mettre en évidence pour le lecteur qu'elles limitent la portée des recommandations, comme par exemple la limitation de l'analyse statistique aux dépenses 1997-1999.
- L'échantillon réduit à 8 seuls projets n'a pas de sens et ne signifie rien du point de vue statistique. Les huit projets examinés dans le rapport proviennent de plus d'un millier d'exemples de demandes d'assistance internationale depuis 1978. Aucune explication n'est donnée pour motiver ce choix. Bien que décrits comme représentatifs, les projets considérés ne comprennent aucun de ceux traités par l'ICCROM dans le cadre de l'examen des demandes d'assistance pour la formation.
- Le rapport ne distingue aucunement entre les questions d'*efficacité*³ (coût-investissement) et de *rentabilité*⁴, concernant la capacité d'atteindre les objectifs (c'est-à-dire, impact des projets d'assistance internationale sur les valeurs pour lesquelles les sites ont été inscrits sur la liste du Patrimoine mondial). L'analyse d'études de cas est concentrée sur des facteurs facilement quantifiables comme le nombre d'activités soutenues et l'effet multiplicateur des fonds, mais à aucun moment la discussion ne touche à des questions fondamentales de conservation concernant l'impact de l'assistance sur les valeurs du patrimoine sur lesquelles

³ en anglais: *efficiency*

⁴ en anglais: *effectiveness*

s'est fondée l'inscription du site. Quelques conclusions sont également tirées sans analyse complète de tous les facteurs impliqués. Par exemple, dans une étude de cas, l'emplacement d'une activité particulière de formation est remis en cause sans examiner aucune des raisons pour lesquelles cet emplacement particulier a été choisi.

- La nature superficielle de la recherche, de l'analyse et des contacts qui ont conduit les consultants à des conclusions inévitablement banales. Une grande importance est attachée par exemple, à la caractérisation du système comme un étant un système qui récompense le premier arrivé. Cette distinction, qui quoi qu'il en soit n'est vraie qu'en partie, détourne l'analyse d'un débat bien plus conséquent pour essayer de décrire le système: la difficulté de passer d'un système passif et réactif, dépendant de l'initiative de l'Etat partie, à un système capable d'agir d'une façon proactive et synergique pour soutenir les intérêts des Etats parties à travers les régions.
- Les données présentées ne sont pas non plus bien analysées du point de vue des leçons à en tirer. Par exemple, le pourcentage élevé de satisfaction des demandes d'assistance en formation n'implique pas forcément que ces demandes sont généralement bien formulées ni que les critères sont faciles à satisfaire, mais témoignent plutôt de la mesure dans laquelle les Organes consultatifs et le Centre travaillent avec les Etats parties à améliorer les demandes d'assistance à la formation au lieu de se limiter à les juger.